



Défendre l'hôpital public contre l'austérité



Le bulletin IFSI des jeunes du NPA 05/10/15 #2

Le gouvernement est en train de faire voler en éclat le système de santé public par un cocktail de plusieurs lois : le pacte de "responsabilité" qui transfère des milliards de fonds publics vers les caisses du patronat, la loi "Santé" et le projet de loi de financement de la sécurité sociale qui préparent l'hôpital et la sécurité à ce pillage. La création des Groupements Hospitaliers de Territoires, mis en œuvre avant même le vote de la loi "mutualise" les moyens et regroupe le personnel sur un seul territoire, **concrètement ce sont de nouvelles fermetures de lits et la suppression des petites structures de proximité.**

Les grands centres vont exploser en terme d'activité, le management transformera ces structures en usines de soins trouvant toutes des "astuces" pour augmenter la productivité (comme la remise en cause des RTT à l'AP-HP), les temps d'attente seront accentués et les conditions de travail vont encore s'aggraver, **avec notamment 22.000 suppressions de postes dans les hôpitaux par an jusqu'en 2017. Cette dégradation profitera au privé et exclura une partie de la population.**

Le développement de « l'ambulatorie » une bonne nouvelle ?

Le « virage ambulatoire » a pour objectif de limiter les hospitalisations à quelques heures, au maximum une journée, dans les établissements publics comme privés. De nombreux patients devront sortir de l'hôpital dès l'intervention terminée. **Ce n'est pas le fruit des progrès de la technique, cela répond avant tout à des objectifs économiques** : des chambres plus petites ou des « box », du mobilier plus léger, pas de repas à servir le soir et, surtout, pas d'infirmières ou d'aides-soignants à payer la nuit ou le week-end... Et peu importe que cela fasse courir des risques plus grands à certains patients... sans compter les problèmes auxquels sont confrontés ceux qui habitent loin de toute structure hospitalière du fait de la fermeture des hôpitaux de proximité et qui ont désormais de longs délais de route !

Quant aux personnels de santé, ils subissent les fermetures de services, les réorganisations... et de plus en plus le travail à la chaîne... L'ambulatorie aggrave

l'inégalité d'accès aux soins parce que les soins de suite sont assurés par le privé ou la famille, ou personne pour les individus isolés.

La lutte continue à l'AP-HP (hôpitaux de Paris)

Face à ces violentes attaques et malgré la coupure des vacances et les brutales retenues de salaire des cinq journées de grèves, **ils étaient plusieurs milliers de manifestants le 17 septembre, à manifester leur refus de perdre leurs acquis sociaux, notamment les journées de RTT, de subir la dégradation des conditions de travail, la détérioration des soins, leur exigence d'embaucher les CDD.** Le 1^{er} octobre, plusieurs centaines étaient également dans la rue pour exiger le retrait de la loi santé. Cette date nationale a aussi mobilisé de nombreux établissements de soins en région et la sympathie exprimée par les passant-e-s et usager-e-s lors des manifestations montre qu'un combat commun est possible.



La détermination pour faire céder Hirsch (le directeur de l'AP-HP) et le gouvernement est bien là. **Le dynamisme dont ont fait preuve une nouvelle fois les manifestant-e-s et les militant-e-s peut entraîner de nombreux-ses collègues à se joindre à eux lors de leurs prochaines actions !**

Se donner les moyens de la victoire

Les décisions à prendre pour l'amplification du mouvement ne concernent pas seulement les syndicats mais tous les agents et les Étudiant-e-s en Soins Infirmiers. Les ESI ont toutes les raisons de se mobiliser, en solidarité avec les hospitalier-e-s et pour défendre leurs conditions d'études et leurs futures conditions de travail !

Le 8 Octobre, plusieurs syndicats appellent à une mobilisation nationale interprofessionnelle. Les ESI ont toute leur place dans cette mobilisation. Cette journée peut être un point d'appui pour organiser des réunions d'informations dans les IFSI, discuter ensemble de ces attaques et de la riposte à organiser. En effet, c'est par l'extension et la convergence des luttes que nous pourrons faire plier le gouvernement et rompre avec les politiques d'austérité qui dégradent notre avenir !

Sexisme dans le milieu médical, soignantes et soignées, toutes concernées

Chants, bizutage, fresques d'internat, le sexisme est une tradition en médecine, le fameux « esprit carabin ». Pas étonnant donc que l'hôpital en soit le terrain de jeu privilégié.

Pour les soignantes, ce sont les remarques, « simple » sexisme ordinaire, voire véritables injonctions, sous couvert d'un humour justifié par la nécessité de désacralisation de l'image du corps et d'allègement du quotidien, mais qui au passage dégrade l'image de la femme, la rendant femme-objet, passive. Le tout favorisé par des rapports de hiérarchie intense au sein des équipes soignantes.

Du côté des patientes, les témoignages se multiplient sur les commentaires machistes, teintés de paternalisme, en particulier en gynécologie dès qu'il s'agit de maternité ou de contraception.

Femmes soignantes, femmes soignées, unissons-nous pour lutter !

De l'air !

Le scandale Volkswagen démontre que pour l'industrie automobile leurs profits passent après notre santé. Le diesel, parce qu'il produit des particules fines, favorise l'apparition de cancer du poumon ou autres pathologies respiratoires comme l'asthme ou les BPCO. Mais évidemment cela n'est pas le problème des constructeurs automobiles qui ont truqué les tests anti-pollutions de leurs voitures. C'est un nouvel exemple qu'on ne peut pas compter sur les capitalistes pour prendre soin de notre santé. La solution pour s'assurer que la production respecte notre santé et soit au service de la population, ce serait que les salariés en prennent le contrôle !

Imposer l'augmentation des salaires c'est possible !

Après 29 jours de conflit, les personnels de la Polyclinique de Gascogne ont obtenu une augmentation de 13% des salaires. Au début, une grève tournante qui, tout en obligeant la direction à évacuer les patients vers d'autres structures, permettait aux salarié-e-s de ne pas perdre intégralement leur salaire. Puis, 12 jours de grève totale suivie par 90 % des salarié-e-s, ont fini par payer ! L'accord signé satisfait leurs principales revendications. Les salaires n'avaient pas été augmentés depuis 10 ans... Le personnel se battait aussi pour 30 embauches supplémentaires et a obtenu, suite à sa mobilisation, qu'un audit soit commandé pour un état des lieux de l'organisation du travail. Comme quoi, quand on s'y met tous ensemble, ça paye !

La santé des étudiants est aussi précaire

L'état de santé des étudiant-e-s se dégrade, de façon parallèle avec la détérioration de leurs conditions de vie et d'études. Par exemple : la double journée à laquelle beaucoup sont confronté-e-s, en acceptant des jobs précaires pour continuer d'étudier, les stages mal

ou non-rémunérés, des logements souvent petits et trop chers... Le renoncement aux soins par manque d'argent et/ou de temps est à l'ordre du jour, ce qui est catastrophique en termes de prévention, de dépistage d'éventuelles pathologies et d'éducation thérapeutique. Selon la LMDE 35% des étudiants ont renoncé à consulter au cours des 12 derniers mois.

Face à quoi l'automédication, première cause de résistance bactérienne, se présente systématiquement comme la seule issue possible, avec tous les risques pour la santé qu'elle entraîne...

Solidarité avec les réfugié-e-s

Suite à la publication de la photo du corps d'Aylan, syrien de 3 ans retrouvé noyé en Turquie, des mouvements de solidarité ont éclaté partout à travers l'Europe. Ils répondent au sort dramatique des migrant-e-s qui fuient la guerre et la misère que connaissent leurs pays. Depuis 2000, il y a eu plus de 30 000 migrant-e-s mort-e-s en Méditerranée, chiffre auquel il faudrait ajouter, celles et ceux qui disparaissent avant même la traversée.

Derrière le déplacement de ces milliers de réfugié-e-s, se cache la réalité du système dans lequel nous vivons. Les gouvernements occidentaux, qui ont exploité les ressources naturelles des pays du Moyen-Orient et d'Afrique et qui les ont détruits par des interventions impérialistes incessantes, sont les principaux responsables de la fuite de dizaines de milliers de familles.

Et aujourd'hui, ils veulent nous faire croire qu'ils sont solidaires des réfugié-e-s. Mais ce sont eux qui ferment les frontières et impose des quotas pour l'immigration ! De plus, la charité individuelle qu'ils prônent n'est pas une solution. Il existe des moyens collectifs d'accueillir, bien plus que les 24 000 réfugié-e-s annoncés par Valls. En France par exemple, l'état possède des millions de m² inutilisés qui pourrait aussi loger celles et ceux qui sont à la rue.

Nous devons nous mobiliser et amplifier les mouvements de solidarité pour exiger l'ouverture des frontières, la liberté de circulation et d'installation et la régularisation des sans-papiers, tout en dénonçant les responsabilités de ce système impérialiste !

Le chiffre du mois : 6 %

C'est l'augmentation des salaires des patrons du CAC 40 en 2014 qui représente les entreprises françaises cotées en bourse. En tête, le patron de Renault, avec 15,2 millions d'euros... Quel indécent ! Alors qu'on nous explique à longueur de temps qu'il faut se serrer la ceinture, preuve en est, encore une fois, que ce n'est pas la crise pour tout le monde ! La répartition des richesses c'est pour quand ?

***Ce bulletin est rédigé par des IDE et des ESI.
Si nos idées t'intéressent,
n'hésite pas à nous contacter ou à diffuser
ce bulletin autour de toi:
<http://sante-secu-social.npa2009.org/>***